

LES ÉTATS-UNIS PLANIFIENT LE RENVERSEMENT DES SAOUD

Aucune amitié ne résiste au pétrole



Le 18 novembre 2003, le département d'État états-unien organisait une Commission consultative pour la liberté religieuse à l'étranger. Les intervenants se sont efforcés de décrire le wahhabisme comme « une menace stratégique contre la sécurité des États-Unis ». Cette initiative n'est pas isolée mais s'inscrit dans une campagne visant à justifier une ingérence états-unienne en Arabie saoudite alors qu'approche la fin de l'accord entre les deux pays qui garantit à Washington le monopole des concessions pétrolières.

page 2

À Londres, la cellule Rockingham organisait la désinformation

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Michael Meacher révèle l'existence de la « cellule Rockingham » et laisse entendre qu'elle pourrait être responsable de la mort du docteur Kelly. Cet organe, dépendant du service secret du ministère de la Défense, serait l'homologue et le prédécesseur du Bureau des plans spéciaux du Pentagone. Il aurait manipulé les inspecteurs en désarmement de l'ONU en Irak et fabriqué des rapports biaisés pour conduire à la guerre.

page 5

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ Ariel Sharon exige que les États-Unis soient le seul arbitre du conflit avec les Palestiniens

■ L'ancien ambassadeur états-unien à Damas expose la vision syrienne du conflit au Proche-Orient

■ L'Iran condamne l'attentat d'Istanbul
■ L'Iran entame une coopération pétrolière avec l'Irak

■ L'Iran pense obtenir le soutien d'une majorité des pays membres de l'AIEA

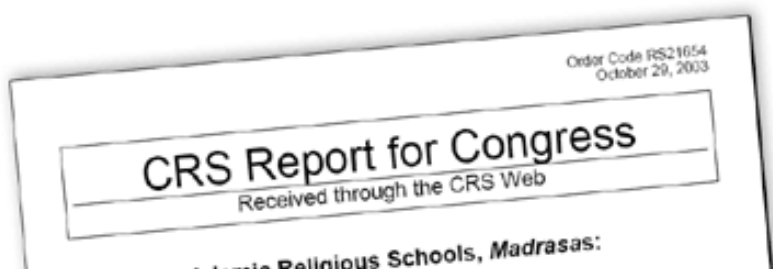
■ La Jordanie veut négocier auprès des États-Unis la relance du processus de paix au Proche-Orient

■ Le Hamas pose ses conditions avant de négocier un cessez-le-feu

■ Un sénateur états-unien dépose un projet de loi transférant l'ambassade états-unienne en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem

page 11

Les madrasas forment-elles des terroristes ?



C'est devenu un lieu commun de la presse occidentale que de dénoncer les « madrasas où sont formées des générations de terroristes ». Pourtant, un rapport du Service de recherche du Congrès états-unien (CRS) revient sur ce que recouvre le terme « madrasas » au sein du système éducatif musulman, et met en garde contre l'amalgame réalisé par les médias. En recourant systématiquement à ce terme pour décrire la formation des kamikazes, la presse occidentale confond en effet sans nuances écoles musulmanes et centres de formation terroristes.

page 17

LE FIL DIPLOMATIQUE ■ Déclaration des ministres des Affaires étrangères de l'OTSC

page 18

Les États-Unis planifient le renversement des Saoud

Aucune amitié ne résiste au pétrole

Le 18 novembre 2003, le département d'État états-unien organisait une Commission consultative pour la liberté religieuse à l'étranger. Les intervenants se sont efforcés de décrire le wahhabisme comme « une menace stratégique contre la sécurité des États-Unis ». Cette initiative n'est pas isolée mais s'inscrit dans une campagne visant à justifier une ingérence états-unienne en Arabie saoudite alors qu'approche la fin de l'accord entre les deux pays qui garantit à Washington le monopole des concessions pétrolières.

Le moment est venu pour Washington de renégocier l'Accord signé pour cinquante ans entre Ibn Séoud et Franklin D. Roosevelt à bord du Quincy, le 13 février 1945. L'Arabie saoudite devrait remettre en cause le monopole des concessions pétrolières accordé aux USA et le montant des royalties qu'elle percevait. Dans cette perspective, il est devenu obsessionnel pour les grandes compagnies pétrolières de contrôler le processus de succession monarchique. En cas de décès du roi Fadh, gravement malade depuis des années, le prince régent Abdallah devrait accéder au pouvoir. Or celui-ci est réputé souhaiter rechercher des rapports d'égalité et non plus de vassalité avec Washington. S'il était empêché, son demi-frère, le prince Sultan, réputé plus pragmatique, pourrait succéder au roi Fadh.

Dès le 13 septembre 2003, l'administration Bush a affirmé que les attentats qui venaient d'être commis à New York et Washington l'avaient été par dix-neuf pirates de l'air, dont quinze auraient été de nationalité saoudienne. Cependant, le FBI n'a jamais indiqué comment il avait établi la liste de ces suspects, lesquels ne figuraient pas sur les listes fournies par les compagnies aériennes de passagers embarqués. En outre, le gouvernement saoudien a retrouvé vivants cinq des suspects prétendus morts dans ces supposés attentats suicides (Abdulaziz Alomari, Mohand Alshehri, Salem Alhazmi et Saeed Alghamdi vivent en Arabie saoudite, tandis que Waleed M. Alsheri est pilote à Royal Air Maroc). Quoi qu'il en soit et contre toute évidence, le FBI maintient ses accusations fantaisistes, lesquelles sont reprises sans discussion par les politiciens états-uniens et la presse occidentale.

Par la suite, des opérations de désinformation ont été conduites pour faire

croire que certaines personnalités et sociétés saoudiennes avaient financé ces attentats. Ainsi en France, un enquêteur du groupe Vivendi, Jean-Charles Brisard, ancien conseiller parlementaire au Congrès des États-Unis, a réalisé une étude sur *L'Environnement économique d'Oussama Ben Laden*. Il y mettait en cause le milliardaire Khalid Ben Mafouz et la Société de banque arabe (SBA). Selon nos confrères du *Pli*, ce document fut remis en main propre par le directeur général de Vivendi, le très américanophile Jean-Marie Messier, au président Jacques Chirac pour l'alerter sur les agissements en France de la SBA. Ce rapport fut publié par Guillaume Dasquié sur le site internet de la revue *Intelligence Online*, dont il était le rédacteur en chef. Il fut également transmis par Vivendi à la Mission d'information parlementaire sur le blanchiment des capitaux et annexé à un rapport public de l'Assemblée nationale. Or les imputations formulées dans ce document relatives à Khalid Ben Mahfouz et à la SBA étaient fausses. Découvrant qu'il avait été manipulé, le rapporteur parlementaire, Arnaud Montebourg, publia immédiatement un rectificatif et fit retirer de la distribution le texte litigieux.

Les mêmes Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquié écrivirent bientôt une version remaniée de ce document. Elle fut publiée par les Éditions Denoël sous le titre *Ben Laden, la vérité interdite*. Si les imputation relatives à la SBA avaient été retirées, cette nouvelle version comprenait des mises en cause de la famille d'Oussama Ben Laden. Jugé diffamatoire par les tribunaux helvétiques, le livre fut interdit en Suisse où vivent plusieurs membres de la famille Ben Laden.

Un cabinet d'avocat sollicita alors des familles de victimes des attentats du 11 septembre pour intenter en leur nom une action judiciaire en complicité contre la famille royale saoudienne. Ce cabinet intégra dans son équipe l'enquêteur et juriste français Jean-Charles Brisard. Cependant, à l'issue d'une longue procédure, la Justice états-unienne rejeta la plainte. Les demandeurs n'avaient pas été en mesure d'étayer leurs allégations selon lesquelles les dirigeants saoudiens avaient procédé à des versements à titre personnel à des organisations charitables qui auraient financé les attentats.

Le 10 juillet 2002, Richard Perle présidait au Pentagone la réunion trimestrielle du Comité consultatif de la politique de défense pour entendre un exposé du Laurent Murawiec, ancien conseiller de Lyndon LaRouche et de Jean-Pierre Chevènement, puis chercheur à la Rand Corporation. Il se livra à une attaque en règle contre l'Arabie saoudite et conclut en préconisant le renversement des Saoud, la confiscation des puits de pétrole, et le transfert de la gestion des lieux saints à la monarchie jordanienne.

En mai 2003, dans *Le Figaro*, le même Laurent Murawiec accusait nommément le prince Turki d'être le chef d'Al Qaïda et le commanditaire des attentats du 11 septembre.

Désormais, les attaques contre l'Arabie saoudite se focalisent sur le rôle du wahhabisme dans le royaume. Ce courant religieux fondamentaliste se caractérise par un refus intransigeant des idoles qui l'a conduit par exemple à détruire la maison de Mahomet parce qu'elle devenait un lieu de pèlerinage. Il s'agit donc, dans un univers musulman, d'un mouvement équivalent à celui des Iconoclastes chrétiens qui se développa d'ailleurs dans la même région. Le

secrétaire adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz, a multiplié les accusations contre le wahhabisme « école de la haine », qui serait responsable de la formation des pirates de l'air saoudiens qui auraient commis les attentats du 11 septembre. Puis, le secrétaire Donald Rumsfeld a dénoncé les « madrasas » financées par les wahhabites saoudiens, qui transmettraient cette haine dans le monde. Ces accusations ont été relayées par le think-tank dont se réclament MM. Wolfowitz et Rumsfeld, le Center for Security Policy. L'un des chercheurs travaillant au sein de cette association, Alex Alexiev, est venu témoigner devant le Sénat, le 26 juin, de ce que le wahhabisme était un extrémisme soutenu par un État et propagé dans le monde entier.

Le 18 novembre, le département d'État a organisé une table ronde sur le thème : « *L'Arabie saoudite, une menace stratégique : la propagation globale de l'intolérance* ». Parmi les experts sollicités, on remarquait l'ancien officier de la CIA Robert Baer auteur de *Or noir et Maison-Blanche : Comment l'Amérique a vendu son âme pour le pétrole saoudien*, et Martin S. Indyk, ancien ambassadeur en Israël. Les intervenants ont souligné, non sans raison, l'obscurantisme du clergé wahhabite, pour introduire un amalgame sans lien logique avec le terrorisme anti-états-unien.

À Riyad où les attentats se multiplient depuis plusieurs mois, les autorités sont désormais persuadées d'être face à une vaste mise en scène visant à les renverser. Elles accusent à demi-mots Washington d'attiser les extrémismes pour déstabiliser le régime et justifier son ingérence pour sauver ses concessions pétrolières.

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.

Voltaire est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

Voltaire est publié 280 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé par Écopay :

www.reseauvoltaire.net/abonnement.php.

À Londres, la cellule Rockingham organisait la désinformation

Analyse

Le ministre britannique des Affaires étrangères, Jack Straw, met ses concitoyens en garde contre une « diabolisation de l'Amérique ». Sans se prononcer sur les polémiques actuelles, il souligne dans le *Scotsman* que la prospérité européenne est dépendante du lien transatlantique et que les États-Unis peuvent être fiers de certaines de leurs réalisations. Cependant, il n'est pas certain qu'il calmera les manifestants anti-Bush qui défilent sous les fenêtres de Whitehall en leur présentant comme un bien l'ampleur des dépenses militaires de Washington.

C'est dans le contexte de cette polémique et de la visite d'État controversée de George W. Bush à Londres, que l'ancien ministre travailliste Michael Meacher révèle dans le *Guardian* l'existence de la « cellule Rockingham » et laisse entendre qu'elle pourrait être responsable de la mort du docteur Kelly. Cet organe, dépendant du service secret du ministère de la Défense, serait l'homologue et le prédécesseur du Bureau des plans spéciaux du Pentagone. Depuis plusieurs années, il aurait manipulé les inspecteurs en désarmement de l'ONU en Irak et fabriqué des rapports biaisés pour conduire à la guerre. David Kelly serait mort, dans les circonstances improbables que l'on sait, au moment où il allait en révéler le rôle à la BBC.

Le leader nigérian Shehu Sani note dans l'*International Herald Tribune* que les États africains les plus pauvres n'ont d'autres ressources pour survivre que de vendre l'uranium dont ils disposent à qui leur achète. Il convient donc, si l'on souhaite limiter la prolifération nucléaire, d'offrir une compensation à ces États, comme on l'a fait avec les pays de l'ex-URSS pour s'assurer qu'ils ne

dissémineraient pas l'arsenal nucléaire soviétique.

Le colonel Gilead Sher demande dans *Ha'aretz* que l'on agisse vite pour préserver le caractère juif d'Israël. Vu le développement démographique des populations non-juives, il est urgent d'évacuer Gaza, puis la Judée-Samarie, sans attendre de conclure une paix définitive.

Plusieurs personnalités analysent les attentats survenus en Turquie, mais leurs points de vue ont été rédigés à la suite de l'attaque contre deux synagogues d'Istanbul et complétés après les attentats d'hier. Si, sur le moment, beaucoup criaient à l'attentat antisémite, l'attaque suivante contre le consulat britannique oblige à une ré-interprétation. Pour Robert Stewart dans le *Los Angeles Times*, les Turcs, qui disposaient pourtant de l'expérience du terrorisme kurde, n'ont pas pris la mesure de la menace terroriste d'Al Qaïda. Ils doivent se ressaisir au plus vite et se joindre activement à la guerre au terrorisme de l'administration Bush. En réponse, dans le même quotidien, le consul turc Engin Ansay déclare que son pays ne faillira pas et qu'il démontrera qu'un pays musulman peut être une démocratie forte.

Pourtant, aucune de ces déclarations définitives ne se fonde sur une analyse précise des événements. De nombreux indices, notamment le texte de la première revendication, laissent à penser que ces attentats forment une réplique cohérente à une action conjointe du MI6 et du Mossad en Irak. Si tel était le cas, il faudrait voir dans ces actions un débordement du chaos irakien hors de ses frontières.

Jack Straw



Jack Straw est ministre travailliste des Affaires étrangères britanniques.

« Les dangers de diabolisation dans la parodie de l'Amérique »

Source : *The Scotsman*

Référence : « Dangers of demonising in parody of America », par Jack Straw, *The Scotsman*, 21 novembre 2003.

La semaine dernière, j'ai assisté à la remise du prix de la **Fondation George C. Marshall** à mon ami **Colin Powell**. C'était une célébration du meilleur de l'Amérique, un pays qui, avec Marshall, a contribué à l'unification de l'Europe et qui avec 5 % de la population mondiale crée 25 % des richesses. Ce pays dépense plus en matière militaire que la somme des neuf pays qui le suivent dans ce classement, mais tout en gardant une conscience de ses responsabilités. Lors de cette cérémonie étaient présent **Carlo Ciampi**, le président italien affecté par l'attaque de Nassiryah, **Dick Cheney**, **Lord Robertson**, le secrétaire général de l'OTAN, et **Stan O'Neal**, le PDG de **Merrill Lynch** qui a présenté les États-Unis comme une terre d'opportunité. Si ceux qui critiquent les États-Unis de ce côté-ci de l'Atlantique avait été présents, cela leur aurait donné matière à réflexion. Les milliers de personnes qui s'opposent à **George W. Bush** ont le

droit de la faire et de manifester, mais il diabolisent l'Amérique.

En parodiant les États-Unis, ils créent de l'incompréhension et risquent de développer l'isolationnisme des deux côtés de l'Atlantique. La politique de Marshall, Roosevelt et Truman était fondée sur l'analyse des conséquences de l'éloignement des deux continents dans les années 20 et 30. Le partenariat transatlantique, indispensable à notre sécurité et à notre prospérité, doit être constamment consolidé pour survivre. L'Europe doit reconnaître l'importance de l'investissement des États-Unis dans le système international et l'Amérique doit éviter l'isolationnisme et le protectionnisme.

Michael Meacher



Michael Meacher a été ministre de l'Environnement travailliste (1997-2003). Il est le premier homme politique britannique à avoir publiquement mis en cause la version officielle des attentats du 11 septembre et à s'être interrogé sur la responsabilité de l'administration Bush dans ce complot.

« Le service très secret »

Source : The Guardian

Référence : « The very secret service », par Michael Meacher, *The Guardian*, 20 novembre 2003.

Dans son audition devant la commission sur les renseignements et la sécurité du Premier ministre la veille de son suicide, David Kelly affirma qu'au sein des services de renseignement du ministère de la Défense, il était en liaison avec la « cellule Rockingham » de ce ministère.

Scott Ritter a également parlé de cette cellule. Dans une interview accordée en juin au *Scottish Sunday Herald*, il affirme que l'« opération Rockingham » a été fondée en 1991 par le ministère de la Défense britannique. Elle avait pour mission de collecter les renseignements sur les armes de destruction massive en Irak, mais elle n'en révélait qu'un faible pourcentage qui laissait croire que l'Irak possédait des armes de destruction massive alors que l'UNSCOM affirmait le contraire. D'après ce qu'a affirmé le brigadier Richard Holmes, dans une audition par la commission parlementaire de la Défense en 1998, seule autre référence officielle à l'opération Rockingham, cette cellule avait un rôle central, mais secret, dans la recherche de preuves de l'existence d'un programme d'armement en Irak. Toutefois, elle avait déjà en tête le résultat des recherches pour des motifs politiques.

Une de ses tactiques consistait à donner de faux renseignements aux inspecteurs en désarmements et ensuite à s'appuyer sur leurs déplacements, pourtant infructueux, pour affirmer que l'Irak possédait des armes de destruction massive. Cette structure est l'homologue du Bureau des plans spéciaux de **Donald Rumsfeld**. Rockingham fournissait les dossiers qu'elle préparait à la Commission jointe du renseignement sur laquelle s'appuyait officiellement **Tony Blair** pour accuser l'Irak de pouvoir lancer ses missiles 45 minutes après que l'ordre en soit donné ou d'acheter de l'uranium au Niger. David Kelly estimait pour sa part qu'il n'y avait que 30 % de chance que l'Irak possède des armes interdites.

Il faut s'appuyer sur les conclusions de la **commission Hutton** pour demander une enquête indépendante sur les opérations des services secrets et leur lien avec le système politique.

Shehu Sani

Prisonnier politique nigérian, Shehu Sani est président du Congrès des droits civils.

« N'obligez pas l'Afrique à négocier son uranium »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Don't force Africa to bargain with its uranium », par Shehu Sani, *International Herald Tribune*, 21 novembre 2003.

La situation en Afrique fait de la survie la première des priorités. C'est pourquoi l'uranium y est vendu à qui est prêt à payer. Le Niger, le Tchad, le Mali et le Burkina Faso sont parmi les pays les plus pauvres du monde et comme ils n'ont rien à vendre hormis leur uranium, celui-ci devient un produit comme les autres.

Saddam Hussein n'a peut-être pas obtenu d'uranium provenant du Niger, mais il l'aurait obtenu de n'importe quel pays de la région s'il l'avait voulu. Si l'administration Bush et les autres gouvernements occidentaux veulent empêcher l'Iran ou la Corée du Nord d'obtenir de l'uranium africain, ils doivent s'engager à aider ces nations pauvres. Après l'effondrement de l'URSS, les États-Unis ont dépensé des milliards pour s'assurer que les armes nucléaires russes ne tomberaient pas dans les mains d'États ou d'individus hostiles. Pourquoi ne pas faire de même avec l'Afrique ?

En Angola et en Sierra Leone, les diamants extraits et exportés illégalement ont financé les guerres civiles qui ont fait des milliers de morts. Les ressources minières ont poussé le Rwanda, l'Ouganda et le Zimbabwe à faire la guerre en République démocratique du Congo. Interdire aux pays africains de vendre de l'uranium aux États voyous ne sert à rien tant que les difficultés économiques perdurent. Pire est la situation, plus grande est la chance que des échanges aient lieu. Cette tendance, accentuée par la corruption et les guerres qui entraînent la fin du contrôle du gouvernement sur certaines parties de leurs territoires font empirer la situation.

Dans ces conditions, aider l'Afrique est aussi une question de sécurité pour les États-Unis et le reste du monde.

Gilead Sher

Avocat et colonel réserviste dans l'armée israélienne, Gilead Sher a été chef de cabinet d'Ehud Barak et négociateur avec les Palestiniens entre 1999 et 2001.

« L'impératif de la séparation »

Source : Ha'aretz

Référence : « The separation imperative », par Gilead Sher, *Ha'aretz*, 21 novembre 2003.

Devant l'actuelle évolution démographique, qui rendra les Palestiniens majoritaires entre le Jourdain et la Méditerranée d'ici une décennie, Israël annonce vouloir quitter les territoires dès que possible. Sans cela, nous mettrons fin nous-mêmes à l'État juif et nous le transformerons *de facto* en un État binational.

Cette séparation n'advient pas d'elle-même et les idées défendues par **Bill Clinton** en 2000 étaient le fruit de milliers d'heures de négociation. L'accord de Genève est une initiative privée qui ne reflète pas une position du gouvernement israélien, mais tout effort pouvant influencer l'opinion publique et lui redonner espoir est positif même si le modèle de séparation proposé n'est pas bon. Il existe déjà des accords entre Israéliens et Palestiniens, reconnus par les États-Unis, l'Union européenne et la Russie et il n'y a pas de raisons de les remplacer par le document de Genève.

Les idées de Clinton, le projet discuté par les deux parties entre 1999 et 2001 et la « **Feuille de route** » constituent déjà une base semi-officielle pour une solution garantissant les intérêts à long terme d'Israël sans priver l'autre camp de ses droits. Quoi qu'il en soit, Israël ne doit pas laisser son avenir dans les mains des autres et doit agir pour mettre fin à la détérioration de la situation. Nous devons définir nos frontières et placer un mur de fer contre la menace démographique. Le gouvernement doit tenter d'atteindre un accord par la négociation mais également préparer la séparation unilatérale avec les Palestiniens.

Il faut évacuer Gaza immédiatement et en tirer les leçons pour quitter la Judée-Samarie.

Robert Stewart

Ecrivain vivant à Washington, Robert Stewart a été analyste des questions de renseignements pour l'armée états-unienne (1990-1994) et a été en poste en Turquie.

« Nier les dangers du terrorisme ne fait qu'accroître les risques »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Denying Dangers of Terrorism Only Increases the Risks », par Robert Stewart, *Los Angeles Times*, 21 novembre 2003.

L'attaque en Turquie de jeudi et les autres attentats dans les pays musulmans ou arabes démontrent que l'isolationnisme ne protège pas du terrorisme. Beaucoup de pays pensent que rester en dehors de la lutte les protège alors que cela ne démontre que leur faiblesse face à une menace imminente.

Les terroristes craignent la force et s'attaquent aux faibles. C'est pourquoi même si les attaques visaient des juifs et des intérêts britanniques, ils ont eu lieu en Turquie et pas à Londres ou à Tel-Aviv. La Turquie semble avoir oublié les leçons de son passé quand elle était la cible du PKK. Elle a alors combattu les terroristes et cela a conduit à l'arrestation d'**Abdullah Ocalan** et à la marginalisation du PKK. Elle avait alors adopté la bonne méthode, mais pourtant elle n'a pas voulu s'engager dans la campagne mondiale, même dans celle régionale, contre le terrorisme de peur des conséquences : elle a refusé de s'engager contre l'Irak, malgré la menace à ses frontières.

Les Turcs n'ont pas pris une part active dans le combat contre les extrémistes. Il n'y a pas de substitut à l'action face à une menace comme Al Qaïda. En 1938, Chamberlain avait mis son pays en danger en tentant d'apaiser l'Allemagne nazie. Comme l'a dit **George W. Bush** on ne peut pas éviter le terrorisme en niant la menace.

Engin Ansay

Ancien observateur permanent de la conférence islamique à l'ONU, Engin Ansay est le consul général de Turquie à Los Angeles.

« De tels événements ne peuvent que renforcer notre résolution »

Source : Los Angeles Times

Référence : « 'Such Events Will Only Strengthen Our Resolve' », par Engin Ansay, *Los Angeles Times*, 21 novembre 2003.

Les attentats terroristes de samedi et de jeudi ne doivent pas être vus comme des actions contre certains groupes particuliers ou contre des décisions politiques prises par la Turquie, mais comme une attaque contre l'humanité toute entière qui porte l'apparente signature d'Al Qaïda.

La Turquie connaît, malheureusement, le terrorisme depuis longtemps et sait ce que signifie en être victime. C'est pourquoi notre pays comprend la souffrance des Israéliens. La Turquie a perdu 40 000 vies du fait du terrorisme dans les années 80 et 90, mais ces morts n'ont fait que renforcer notre détermination et finalement nous avons été victorieux. Nous répondrons également de façon appropriée aux actes lâches de ces derniers jours.

La Turquie, comme Israël, est une démocratie dans une région volatile et instable. Nous sommes la démonstration qu'un pays musulman peut-être une démocratie forte. Les attaques contre les synagogues samedi et celles de jeudi nous renforcent dans notre détermination à combattre le terrorisme dans le cadre d'une campagne internationale.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. propriété de la famille Schocken. Tiré à 75 000 exemplaires.

Ariel Sharon exige que les États-Unis soient le seul arbitre du conflit avec les Palestiniens

Référence : « Sharon drops hint of parallel initiatives to road map moves », par Aluf Benn et Ora Coren, *Ha'aretz*, 21 novembre 2003.

Le Premier ministre Ariel Sharon tente d'élaborer un ensemble de « *mesures positives unilatérales* », que devrait prendre Israël en direction de l'Autorité palestinienne, d'après des sources proches de lui citées par *Ha'aretz*.

Ces mesures devraient prochainement être présentées à l'opinion publique, et elles seront « *parallèles, mais pas contradictoires, à la Feuille de route* »

Ce programme est une réponse aux attentes de la société israélienne, qui critique de plus en plus le manque d'activités diplomatiques et de concessions de l'administration Sharon, alors que les sondages d'opinion marquent une baisse de popularité du Premier ministre et un réveil de la gauche.

L'idée est de parvenir, par ces mesures, à une situation dans les territoires occupés comparable à ce qu'elle était avant l'Intifada, ce qui satisferait les Israéliens sans prendre de risque politique majeur.

Le vice-Premier ministre, Ehud Olmert, est allé bien au-delà au cours des dernières semaines, en proposant qu'Israël fixe ses frontières de manière unilatérale, puisqu'un accord apparaît improbable.

Dans le même temps, Ariel Sharon est moins soucieux, selon *Ha'aretz*, des critiques formulées par l'administration Bush concernant les colonies et les avant-postes illégaux. En effet, avec l'élection présidentielle de 2004 en ligne de mire, les circonstances sont peu propices à faire monter la pression sur Israël. Concernant la **résolution 1515** adoptée mercredi par le Conseil de sécurité de l'ONU et soutenant la **Feuille de Route**, le cabinet d'Ariel Sharon a annoncé qu'Israël avait accepté ce plan de paix, mais avec l'ajout de 14 « *précisions* », et que c'est le seul projet diplomatique que Tel-Aviv se propose d'appliquer.

Selon le gouvernement Sharon, seuls les États-Unis sont un arbitre acceptable quant à la bonne application de la Feuille de Route. Israël refuse l'implication de tout autre pays ou organisation.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

L'ancien ambassadeur états-unien à Damas expose la vision syrienne du conflit au Proche-Orient

Référence : « Talking with Sharon 'waste of Syria's time' », par Janine Zacharia, *Jerusalem Post*, 21 novembre 2003.

L'ancien ambassadeur états-unien en Syrie, Theodore Kattouf, a exposé dans une interview au *Jerusalem Post* la vision développée par la Syrie de ses négociations avec Israël.

Selon lui, Damas considère que le fait de négocier la paix avec Israël est une perte de temps, puisqu'Ariel Sharon n'envisage que des concessions territoriales mineures dans le Golan.

Or Hafez al-Assad, le père du président syrien actuel, Bashar al-Assad, pensait que l'ancien Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, souhaitait un retrait total des forces israéliennes dans la région. Des concessions mineures ne peuvent donc pas, aux yeux des Syriens, être considérées avec intérêt.

Kattouf a également indiqué que la fermeture des bureaux à Damas du Jihad islamique et du Hamas, ainsi que l'expulsion de leurs dirigeants, ne mettrait pas un terme au terrorisme qui vise Israël.

D'après lui, les États-Unis ne proposent pas de concessions suffisantes pour inciter la Syrie à mener cette action et à coopérer dans le dossier irakien. Il a donc recommandé à Washington de développer sa coopération avec Damas au sujet de la frontière syrio-irakienne, en offrant en échange des marchés de reconstruction à des sociétés syriennes.

Il a conclu en affirmant la volonté de Damas à rendre les fonds du régime de Saddam Hussein placés dans les banques syriennes, et en indiquant qu'il ne pensait pas que l'Irak ait dissimulé ses armes de destruction massive en Syrie.

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte

L'Iran condamne l'attentat d'Istanbul

Référence : « Iran condemns bomb blast in Istanbul », IRNA, 21 novembre 2003.

Le ministre des Affaires étrangères iranien, Kamal Kharazzi, a condamné l'attentat à la bombe survenu jeudi 20 novembre 2003 à Istanbul, en Turquie. Simultanément il a souligné que le fait pour les États-Unis de se laisser tenter par le recours à la force pour combattre l'extrémisme est une erreur qui mène à de tels drames.

Faisant allusion à « *l'intrusion* » des États-Unis dans la région, qui y a suscité une crise ayant contaminé tous les pays de la région, il a désigné, sans la nommer, l'administration Bush comme responsable de la situation actuelle.

Le ministre iranien a indiqué qu'il n'existe pas de justifications pour de tels actes terroristes, notamment pour le meurtre de personnes innocentes, et que

rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

les objectifs des auteurs de ces attentats seraient révélés à l'avenir.

Il a enfin déclaré, dans une formulation très évasive, que les récents événements survenus dans la région ont, selon lui, préparé le terrain à de tels actes par certains groupes, afin d'arriver à leur but.

L'Iran entame une coopération pétrolière avec l'Irak

Référence : « Iran condemns bomb blast in Istanbul », IRNA, 21 novembre 2003.

Le ministre des Affaires étrangères iranien, Kamal Kharazzi, qui s'exprimait à la suite d'une cérémonie organisée à Téhéran à l'occasion du Ramadan, a évoqué, jeudi 20 novembre 2003, l'essor d'une coopération entre l'Iran et l'Irak.

Cette coopération, qui concerne particulièrement les ressources énergétiques des deux pays, prend la forme d'un accord qui a été signé par le ministre iranien du Pétrole et son homologue irakien. En vertu de cet accord, les deux pays vont travailler ensemble à développer les activités liées au pétrole et au gaz.

Le ministre des Affaires étrangères a cité, entre autres, la fourniture de gaz à l'Irak pour sa consommation intérieure, l'achat de produits pétroliers irakiens, et la participation de Téhéran à la reconstruction de raffineries.

Vendredi 21 novembre 2003, au lendemain de l'annonce de cet accord, le ministère du Pétrole irakien a été la cible d'une attaque à la roquette.

L'Iran pense obtenir le soutien d'une majorité des pays membres de l'AIEA

Référence : « Expert says US failed to politicize Iran's nuclear program », IRNA, 20 novembre 2003. « Eibaradei satisfied with Iran's cooperation with IAEA », IRNA, 20 novembre 2003.

Un expert iranien, membre de la délégation iranienne auprès de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), a déclaré, jeudi 20 novembre 2003, que les pressions états-uniennes visant à politiser le dossier du nucléaire iranien avaient définitivement échoué.

D'après lui, les États-Unis mènent une stratégie visant à déférer le dossier iranien devant le Conseil de sécurité de l'ONU, sur la base du manque de transparence dont l'Iran a fait preuve par le passé.

Il a ajouté que la coalition d'États représentant le Mouvement des non-alignés (MNA) au sein du Conseil des gouverneurs de l'AIEA était consciente que l'Iran avait agi avec transparence en acceptant les inspections surprises de ses

installations, et en donnant des pouvoirs illimités à l'Agence dans ce domaine. Un effort de transparence reflété par le rapport du directeur de l'Agence, Mohammed el-Baradei.

Interrogé par l'IRNA, ce dernier a exprimé sa satisfaction devant la nouvelle coopération iranienne avec l'AIEA. Selon lui, *« nous allons clairement dans la bonne direction (...) La situation est très encourageante ; nous en savons désormais bien plus sur le programme iranien »*. Il a notamment salué la décision iranienne de suspendre ses opérations d'enrichissement de l'uranium et son dialogue permanent avec l'Agence, indiquant que, en ce qui concerne les efforts de non-prolifération, l'Iran a un bilan très satisfaisant.

Jordan Times

La Jordanie veut négocier auprès des États-Unis la relance du processus de paix au Proche-Orient

Référence : « Muasher, Meretz leader discuss Mideast peace », *Jordan Times*, 21 novembre 2003.

Le ministre des Affaires étrangères jordanien, Marwan Muasher, a déclaré, jeudi 20 novembre 2003, que la visite du roi Abdullah à Washington, le mois prochain, visait à réactiver le rôle des États-Unis dans la relance des négociations pour la paix au Proche-Orient.

A la suite d'une réunion avec le chef du parti israélien du Meretz, Zahava Galon, Marwan Muasher a indiqué que le Premier ministre palestinien, Ahmed Qureih, se rendrait à Amman avant le départ du roi pour les États-Unis, afin *« d'accorder les (différentes) positions »*.

« Nous emmènerons avec nous à Washington un plan bien défini par les interlocuteurs palestiniens, établissant une manière d'aborder la situation qui permette d'assurer la réussite des efforts menés pour relancer le processus de paix (...). Ce n'est un secret pour personne que le processus de paix est actuellement dans une impasse, et que les efforts diplomatiques sont quasiment inexistantes, alors que la situation sur le terrain se détériore ».

Selon le ministre, la volonté israélienne de construire de nouvelles colonies et de poursuivre la réalisation du mur de séparation en Cisjordanie menace l'avenir du processus de paix et empêche l'établissement d'un État palestinien viable.

Il a indiqué à Zahava Galon que la Jordanie était disposée à mener des discussions avec des représentants du paysage politique israélien.

Les deux hommes ont ensuite évoqué la question des Jordaniens détenus en Israël. Selon Muasher, les négociations avec Israël en sont *« à un stade crucial (...) mais nous avons encore besoin de temps »*.

Dans une déclaration distincte, Marwan Muasher a qualifié la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur la Feuille de route d' *« extrêmement importante »*. Cette résolution, proposée par la Russie, réaffirme le soutien du Conseil au plan de paix de la Feuille de route.

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. propriété de la famille Schocken. Tiré à 75 000 exemplaires.

Le Hamas pose ses conditions avant de négocier un cessez-le-feu

Référence : « Yassin ups the cease-fire stakes », par Arnon Regular, *Ha'aretz*, 21 novembre 2003.

Après une rencontre avec le Premier ministre palestinien, Ahmed Qureih, le chef du Hamas, le cheikh Ahmed Yassin, a annoncé, mercredi 19 novembre 2003, qu'il n'envisageait pas de donner son accord à un nouveau cessez-le-feu tant que ne lui auront pas été présentées les mesures qu'Israël se propose de mettre en place en échange.

Selon lui, « *quiconque veut parler d'un cessez-le-feu (...) doit discuter avec Israël et obtenir des garanties et des promesses. Après cela, il pourra revenir nous voir, nous discuterons des résultats de ses contacts et nous verrons si les Palestiniens sont prêts à les accepter, notamment au regard de leurs exigences de voir cesser l'occupation et les colonies. Je ne vois pas les Israéliens disposés à donner des garanties ; toutes leurs démarches sont des démarches tactiques* ».

Yassin a également demandé à Ahmed Qureih de résoudre des problèmes internes à l'Autorité palestinienne, notamment « *le problème des collaborateurs* » et la fin du gel des comptes bancaires des associations de charité liées au Hamas.

Les véritables négociations doivent s'ouvrir à partir du 2 décembre, au Caire, sous l'égide des négociateurs égyptiens.

L'analyse proposée de ces déclarations est ambivalente : certains y voient l'imposition par le Hamas de conditions assez contraignantes pour l'obtention d'une trêve (hudna). D'autres considèrent que Yassin pose délibérément des conditions qu'Ahmed Qureih ne pourra pas accepter.

Arab News



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de

Un sénateur états-unien dépose un projet de loi transférant l'ambassade états-unienne en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem

Référence : « Senate Resolution to Move US Embassy to Jerusalem », par Barbara Ferguson, *Arab News*, 21 novembre 2003.

Un projet de loi a été présenté au Sénat états-unien, à l'initiative du sénateur républicain, Sam Brownback. Ce projet prévoit le déplacement de l'ambassade

quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.

états-unienne en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem. Brownback, qui préside la Sous-commission aux Affaires étrangères consacrée à l'Asie orientale et à la zone Pacifique, a déclaré que les négociations de paix actuelles au Proche-Orient étaient un échec, et qu'elles devaient subir un changement. Sa proposition prévoit donc que l'ambassade états-unienne en Israël soit déplacée de Tel Aviv à Jérusalem, avant toute reconnaissance par Washington d'un État palestinien. Le texte interdit également aux États-Unis de reconnaître la Palestine avant que la « *communauté internationale* » ne déclare Jérusalem capitale indivisible d'Israël.

Dans un communiqué, Sam Brownback a affirmé que « *le processus de paix au Proche-Orient a besoin d'un changement majeur de paradigme. Nous ne pouvons pas continuer à nous enliser dans les mécanismes du processus* ». Selon lui, son projet de loi « *a le potentiel pour catapulter vers l'avant le processus de paix au Proche-Orient* ».

Ce projet, qui ne pourra certainement pas échapper au veto du président Bush, selon les experts états-uniens du Proche-Orient, est différent du *Jerusalem Embassy Act* de 1995, qui permettait au Président de suspendre pour un délai de 6 mois cette mesure de délocalisation, en cas de menace sur les intérêts de sécurité nationale. Le président Clinton avait utilisé cette mesure suspensive tout au long de son mandat, tout comme George W. Bush, depuis son arrivée à la Maison-Blanche. Le président états-unien avait pourtant promis au cours de sa campagne qu'il effectuerait ce déplacement.

Les madrasas forment-elles des terroristes ?

C'est devenu un lieu commun de la presse occidentale que de dénoncer les « *madrasas où sont formées des générations de terroristes* ». Que recouvre cette formule à la mode ? En réalité, le terme arabe de *madrasas* désigne les écoles en général. Dans la pratique, on l'utilise surtout pour désigner les écoles musulmanes. Mais, dans ce cas, on oppose les *kuttab* (écoles musulmanes primaires) aux *madrasas* (écoles musulmanes secondaires ou universitaires). Dans le langage politique états-unien, on emploie le terme *madrassas* pour désigner toutes les écoles musulmanes, quel qu'en soit le niveau.

Le Service de recherche du Congrès (CRS) a publié une brève mise au point à ce sujet. Il souligne qu'on ne peut jeter l'opprobre sur l'ensemble du système éducatif musulman, lequel a précisément besoin d'aide si l'on veut que les pays concernés se développent. Cependant la critique actuelle se concentrant sur les *madrasas* d'Afghanistan et du Pakistan, le CRS relève qu'elles ont été subventionnées par les États-Unis, l'Union européenne et l'Arabie saoudite dans les années 80. Il s'agissait d'éduquer les moujahideens appelés à combattre l'occupant soviétique.

Les principales mises en cause visent les *madrasas* d'Arabie saoudite, ou financées par l'Arabie saoudite. Elles ont été accusées de véhiculer des préjugés antisémites et anti-occidentaux et de développer une haine du chiisme et de divers courants islamiques non-wahhabites. Cependant une étude officielle, réalisée sur les livres scolaires 2002, montre que ceci n'est vrai que dans 5% des cas ; que 10% des manuels sont équivoques et que 85% enseignent l'ouverture aux autres confessions.

Il semble que la confusion qui s'instaure entre écoles musulmanes et terrorisme se fonde sur la croyance occidentale que les combattants de culture musulmane prêts à sacrifier leur vie seraient mus par un fanatisme religieux. Un préjugé qui évite de s'interroger sur les inégalités économiques et les déséquilibres politiques qui suscitent toute résistance légitime face à l'oppression.

Islamic Religious Schools, Madrasas : Background. Congressional Research Service. CRS Report for Congress RS 21654 (Washington, 29 octobre 2003, 6 p.).

Téléchargement : 39 Ko

OTSC

L'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) comprend l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, la Kirghizie, la Fédération de Russie et le Tadjikistan.

Déclaration des ministres des Affaires étrangères de l'OTSC

Les Ministres des Affaires étrangères de l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, la Kirghizie, la Fédération de Russie et le Tadjikistan, après avoir discuté dans le détail la situation en Afghanistan et autour, notent certains succès de l'Administration transitoire de ce pays dans l'édification étatique, la lutte efficace contre les forces extrémistes, indiquent le rôle leader de l'ONU dans les efforts internationaux d'assistance au peuple afghan dans le rétablissement du pays, déclarent leur total soutien des mesures de renforcement de la stabilité et de la sécurité en Afghanistan, déployées par la communauté internationale.

Cependant, force est de constater qu'en deux années passées, on n'a toujours pas réussi à obtenir une stabilisation sensible dans le pays, faire baisser le niveau de la tension intérieure, obtenir des résultats tangibles dans le rétablissement de l'économie. On est particulièrement inquiet du fait de la menace croissante de la drogue qui part de l'Afghanistan, de l'activité incessante des groupes extrémistes.

Les États-membres de l'OTSC, s'estimant partie intégrante de la coalition antiterroriste internationale, vont augmenter la coopération de leurs offices de politique étrangère, des organes de maintien de l'ordre et des services spéciaux dans le règlement des problèmes de l'aménagement d'après-guerre de l'Afghanistan.

Parallèlement aux besoins de l'intensification des efforts d'éradication du terrorisme, l'importance spéciale dans ce travail revient à la tâche de l'élimination de sa base sociale, du rétablissement et de la reconstruction de l'économie du pays. Possédant le potentiel industriel, scientifique et technique nécessaire, les États-membres de l'OTSC entendent mener une ligne coordonnée dans les questions du rétablissement des objets de l'économie en Afghanistan, avant tout ceux qui avaient été construits avec l'assistance technique de l'ex-URSS, la formation des effectifs, le transit des marchandises, l'établissement de la coopération économique et humanitaire, se consulter sur ces problèmes. On prêtera l'attention particulière à la croissance de la coopération des États-membres de l'OTSC dans la lutte contre la menace de la drogue et le danger de l'extrémisme, partant de l'Afghanistan.

Les États-membres de l'OTSC appellent les autres organisations internationales et les pays de la région à soutenir leurs efforts dans la cause de l'aménagement étatique et économique de l'Afghanistan et se disent prêtes à l'interaction avec les autres structures internationales et régionales, en particulier avec l'OTAN.